

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3260

5 novembre 2014

SOMMAIRE

Art2Com S.à r.l.	156434	Clausen Property S.A.	156441
Arteceramica 8008 S.à r.l.	156434	CLdN Finance S.A.	156439
Banque Internationale à Luxembourg ...	156442	Codefa S.A.	156442
Beltem S.A.	156436	Cofimag S.A.	156438
Berkshire S.A.	156435	Colle Développement S.A.	156436
Black Lemon S.A.	156434	Columbus Monaco S.A.	156442
Blairnet S.à r.l.	156434	Compagnie Internationale de Conseil Eco- nomique	156440
Blairnet S.à r.l.	156435	Corvin S.A.	156442
BNP Paribas InstiCash	156435	Crawfresh Import S.A.	156443
Borris Plus Holdco S.à r.l.	156436	CTP Property Lux S.à r.l.	156441
BRE/Changshou S.à r.l.	156434	Cubinvest	156480
Bruyerrelux S.A.	156437	C-Ways S.A.	156438
BTX Management S.à r.l. & Partners S.C.A.	156437	Eurogaume Lux S.A.	156480
Camso Holding Luxembourg S.A.	156438	Euro Silang S.A.	156480
Camso Holding Luxembourg S.A.	156438	Fluortech S.A.	156443
Camso Holding S.à r.l.	156439	MPT RHM Aukammtal S.à r.l.	156444
CDR Ray Investor S.à r.l.	156439	Orion IV European 30 S.à r.l.	156465
Centre Commercial du Mierscherbiérg .	156439	Oxford Street Capital S.à r.l.	156454
Centre de Formation National (CFN) S.A.	156440	Project Oxford LS S.à r.l.	156454
Cesto S.A.	156440	Résidence Magellan S.A.	156463
CGI Luxembourg SA	156437	SICAV II (Lux)	156457
Chaos S.A.	156440	Solway Commodities Sàrl	156472
Chauffage-Sanitaire Laera S.à r.l.	156436	SwanCap FLP II SCSp	156455
Cherry S.A.	156441	SwanCap TB II SCSp	156461
Clarges Re S.A.	156441	Tarpan LuxCo S.à r.l.	156475

Arteceramica 8008 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 7A, Z.I. Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 163.932.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155673/9.

(140176720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Art2Com S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 26, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 99.574.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014155674/10.

(140176366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Black Lemon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 165.761.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155714/9.

(140176544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

BRE/Changshou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 100.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 139.660.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des résolutions de l'Associé unique (ci-après l'«Associé») prises en date du 2 octobre 2014 que:

1. L'Associé a décidé la clôture de la liquidation de la Société;
2. Les livres et documents sociaux de la Société resteront déposés et conservés pendant cinq ans au siège social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Référence de publication: 2014155734/16.

(140176560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Blairnet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 103.543.

Le bilan au 31 décembre 2012 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/10/2014.

Référence de publication: 2014155715/10.

(140176945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Berkshire S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.500,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 109.446.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 03 juillet 2014

Il ressort du procès verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire, tenue au siège de la société en date du 03 juillet 2014, que:

1. Monsieur Alain ELEMQUIES, né le 01/03/1960 à Mogador au Maroc, demeurant professionnellement au 47 Grand Rue L-1661 Luxembourg est nommé avec effet immédiat aux fonctions d'administrateur de la société jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2020.

2. Nomination de Monsieur Elemquies Alain né le 01/03/1960 à Mogador au Maroc aux fonctions de délégué à la gestion journalière à compter de ce jour jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2020.

3. Nomination de la société Maplevale Investments Limited, ayant son siège social au Birchin Court, 20 Birchin Lane EC3V 9DJ London, immatriculée à la Companies House sous le numéro 4755977, aux fonctions d'administrateur à compter de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2020.

4. Nomination de la société MARCAMI S.A, ayant son siège social au 47 Grand Rue L-1661 Luxembourg, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 143 377, aux fonctions d'administrateur à compter de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes qui se tiendra en 2020.

5. La société Abroad Consulting SA, ayant son siège social au 47 Grand Rue L-1661 Luxembourg, inscrite au RCSL sous la référence B 92.617 est nommé aux fonctions de Commissaire aux comptes la société, son mandat est effectif à partir de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2020.

6. Le siège social de la société est transféré au 47 Grand Rue L-1661 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155710/26.

(140177361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Blairnet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 24, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 103.543.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/10/2014.

Référence de publication: 2014155716/10.

(140176946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

BNP Paribas InstiCash, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 65.026.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 26 septembre 2014

En date du 26 septembre 2014, l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Elle renouvelle les mandats d'administrateurs de Messieurs Anthony FINAN, , Christian DARGNAT, Pierre GRANIE, Marc RAYNAUD, Philippe RENAUDIN et Christian VOLLE. Le mandat de Monsieur Marnix ARICKX ne sera pas renouvelé.

Elle renouvelle le mandat de réviseur d'entreprises de la Société PriceWaterhouseCoopers;

Ces mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 mai 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour BNP PARIBAS INSTICASH

Référence de publication: 2014155719/18.

(140176472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Beltem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 11, boulevard Docteur Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 169.577.

—
Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 2 octobre 2014

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 2 octobre 2014:

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société à compter de ce jour au:

- 11, boulevard Docteur Charles Marx L-2130 Luxembourg.

L'Assemblée décide de révoquer à compter de ce jour les mandats d'administrateur unique et d'administrateur délégué de:

- Monsieur Sébastien THIBAL.

L'Assemblée décide de nommer au mandat d'administrateur unique à compter de ce jour et jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2018:

- Monsieur Sébastien THIBAL, né le 21 février 1976 à Perpignan, demeurant professionnellement 11 boulevard Docteur Charles Marx L-2130 Luxembourg

L'assemblée décide de révoquer à compter de ce jour le mandat du Commissaire aux Comptes suivant:

- La société Eura- Audit Luxembourg SA

L'assemblée décide de nommer en son remplacement à compter de ce jour au poste de Commissaire aux Comptes jusqu'à l'assemblée générale d'approbation des comptes qui se tiendra en 2018:

- La société SOCOGESCO INTERNATIONAL S.A., sise 84 Grand-Rue L-1660 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS B44906.

Le mandataire

Référence de publication: 2014155708/25.

(140177269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Borris Plus Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 128.125.

—
Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014155722/11.

(140176862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Colle Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 152, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 87.703.

—
Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155776/9.

(140177234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Chauffage-Sanitaire Laera S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4410 Soleuvre, 7A, Zone Um Woeller.

R.C.S. Luxembourg B 54.500.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155766/9.

(140176719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Bruyerrelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 63.118.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BRUYERRELUX S.A.
Société anonyme
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014155736/12.

(140176423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

CGI Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, Zone d'Activités Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 35.212.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société, prises le 30 septembre 2014, que:

- M. Robert David ANDERSON a démissionné de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 30 septembre 2014;

- M. François BOULANGER, né le 06 octobre 1965 à Lasalle (Canada), résidant au 8495, rue Orphée Bossard, J4Y3Y3 Québec, Canada, a été nommé administrateur de la Société avec effet au 30 septembre 2014 et pour une durée qui expirera lors de l'assemblée générale annuelle devant statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CGI Luxembourg SA

Référence de publication: 2014155764/16.

(140177036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

BTX Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 167.043.

I. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 27 août 2013, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des membres du conseil de surveillance suivants:

- Stéphane Bourg, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Sharon Flood, avec adresse professionnelle au 2, Park Street, 1st Floor, W1K 2HX Londres, Royaume-Uni

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014;

2. Nomination de Timothy Rollit Mason, avec adresse professionnelle au 2, Park Street, 1st Floor, W1K 2HX Londres, Royaume-Uni, au mandat de membre du conseil de surveillance, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014

II. Lors du conseil de surveillance tenu en date du 14 août 2014, les membres ont pris les décisions suivantes:

1. Cooptation de Martin Clifford-King, avec adresse professionnelle au 2, Park Street, 1st Floor, W1K 2HX Londres, Royaume-Uni, au mandat de membre du conseil de surveillance, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014

2. Acceptation de la démission de Sharon Flood, avec adresse professionnelle au 2, Park Street, 1st Floor, W1K 2HX Londres, Royaume-Uni, de son mandat de membre du conseil de surveillance, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014155737/26.

(140177336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

C-Ways S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint-Hubert.
R.C.S. Luxembourg B 122.976.

Les comptes annuels au 31 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A-M. Grieder / F. Bracke
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014155741/11.

(140176448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Camso Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 24.961.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Camso Holding Luxembourg S.A.
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014155743/12.

(140177214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Camso Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 24.961.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle du 30 septembre 2014

- Mr Christian Dobry, demeurant à Kopenhagener Str. 1- D 47229 Duisburg (Allemagne), est nommé comme nouveau Commissaire aux comptes en remplacement de Mme Francine Gaumond. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale qui se déroulera en 2015.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.
Camso Holding Luxembourg S.A.
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014155744/15.

(140177218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Cofimag S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 47.860.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 25 septembre 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 25 septembre 2014, que:

- L'Assemblée accepte la démission de Monsieur François Georges de son mandat d'administrateur unique, avec effet immédiat.

- L'Assemblée décide de nommer Monsieur Alexandre Taskiran, expert-comptable, né à Karaman (Turquie) le 24 avril 1968, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, en qualité d'administrateur unique de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COFIMAG S.A.

Référence de publication: 2014155775/16.

(140177024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Camso Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 9.900.000,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 162.661.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle du 30 septembre 2014

- Mr Christian Dobry, demeurant à Kopenhagener Str. 1- D 47229 Duisburg (Allemagne), est nommé comme nouveau Commissaire aux comptes en remplacement de Mme Francine Gaumont. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale qui se déroulera en 2015.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Camso Holding S.à r.l.

Signatures

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014155745/15.

(140176829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

CDR Ray Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 105.805.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société CDR Ray Investor S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 17 avril 2014, a été clôturée par résolutions prises en date du 11 juin 2014.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Référence de publication: 2014155759/14.

(140177337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Centre Commercial du Mierscherbiert, Société Anonyme.

Siège social: L-7526 Mersch, 9, allée W. Léonard.

R.C.S. Luxembourg B 35.105.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014155761/10.

(140177147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

CLdN Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 156.209.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 septembre 2014

Messieurs Freddy Bracke, Jozef Adriaens et Michel Jadot sont renommés administrateurs.

BDO AUDIT S.A., réviseur d'entreprises agréé, est renommée réviseur aux comptes.

Tous les mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2015.

Monsieur Michel Jadot, administrateur, a comme nouvelle adresse: 16, rue Notre Dame L-2240 Luxembourg.

Certifié conforme

Michel Jadot / Jozef Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014155770/15.

(140176530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Centre de Formation National (CFN) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3932 Mondercange, rue de Limpach.

R.C.S. Luxembourg B 67.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014155762/10.

(140176665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Cesto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.586.

L'adresse de l'administrateur Charlotte Bastin a changé et est désormais au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Référence de publication: 2014155763/10.

(140176910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Chaos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 114.878.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 26 septembre 2014

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue extraordinairement en date du 26 septembre 2014, que:

- L'Assemblée prend acte de la démission de Madame Nellie Esparza de son mandat d'administrateur en date du 24 février 2014, et décide de ratifier la cooptation de Monsieur Nicolas Mille, employé privé, né à Antony (France) le 08 février 1978, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, comme Administrateur de la Société, avec effet au 24 février 2014, en remplacement de Madame Nellie Esparza. Le mandat du nouvel administrateur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

- L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur François Georges de ses fonctions d'Administrateur et Administrateur-délégué de la Société, en date du 30 juin 2014, et décide de ratifier la cooptation de Monsieur Alexandre Taskiran, expert-comptable, né à Karaman (Turquie) le 24 avril 1968, demeurant professionnellement à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, comme Administrateur de la Société, avec effet au 30 juin 2014, en remplacement de Monsieur François Georges. Le mandat du nouvel administrateur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CHAOS S.A.

Référence de publication: 2014155765/23.

(140177028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Compagnie Internationale de Conseil Economique, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 170.313.

Société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster,
en date du 29 juin 2012, publié au Mémorial C numéro 2120 du 27 août 2012

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155779/11.

(140176674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Cherry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 137.333.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014155767/10.

(140176559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Clarges Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 153.754.

Le bilan au 30 Juin 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014155772/10.

(140176577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Clausen Property S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 36.000,00.**

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 153.182.

EXTRAIT

En date du 24 septembre 2014, les actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

1. Renouveler le mandat de chaque administrateur, avec effet au 24 Septembre 2014, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.
2. Renouveler le mandat du Commissaire aux comptes, avec effet au 24 Septembre 2014, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.
3. Nommer Monsieur Philippe Chan, avec adresse professionnelle au 2, Millewee, L-7257 Walferdange, comme administrateur de la société avec effet au 24 septembre 2014 et dont le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée annuelle des associés qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un administrateur

Référence de publication: 2014155773/20.

(140177263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

CTP Property Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 128.557.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014155787/14.

(140176537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Codefa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 76.782.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 24 septembre 2014

Première Résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission de Monsieur Jean-Louis Kaiser, demeurant professionnellement au 7, rue des Battoirs, CH-1211 Genève, du poste d'Administrateur de la Société de catégorie A, avec effet immédiat.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la nomination de Madame Janine Marie Cubbon, demeurant au Twin View, Douglas Road, Ballabeg, Isle of Main, IM9 4EF, au poste d'Administrateur de la Société de catégorie A, avec effet immédiat. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

Référence de publication: 2014155774/15.

(140177310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Columbus Monaco S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 76.124.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155777/9.

(140176678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Corvin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R.C.S. Luxembourg B 59.993.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155782/9.

(140176387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Banque Internationale à Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 6.307.

Le Conseil d'administration de la Banque internationale à Luxembourg qui s'est tenu en date du 30 septembre 2014 a pris acte:

- de la démission de M. Frank Wagener de sa fonction de Président du Conseil d'administration; M. Frank Wagener reste administrateur;
- de la démission de M. François Moes de son mandat d'administrateur;
- de la démission de M. François Pauly de ses fonctions d'administrateur et de Président du Comité de direction; et a décidé:
- de nommer M. François Pauly comme Président du Conseil d'administration;
- de nommer M. Hugues Delcourt comme administrateur, en remplacement de M. François Moes, dont il achève le mandat, et Président du Comité de direction.

Ces décisions ont pris effet au 1^{er} octobre 2014.

La nouvelle composition du Conseil d'administration de la BIL se présente comme suit:

Nom	Fonction	Adresse professionnelle
François Pauly	Président	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
George Nasra	Vice-président	15 boulevard Roosevelt - L-2450 Luxembourg
Hugues Delcourt	Administrateur	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Robert Glaesener	Administrateur	14 rue Aldringen - L-1118 Luxembourg
Nicholas Harvey	Administrateur	15 boulevard Roosevelt- L-2450 Luxembourg

156443

Pascale Toussing	Administrateur	3 rue de la Congrégation - L-1352 Luxembourg
Frank Wagener	Administrateur	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Albert Wildgen	Administrateur	69 boulevard de la Pétrusse - L-2320 Luxembourg
Christophe Zeeb-Ichter	Administrateur	3 rue de la Congrégation - L-1352 Luxembourg
Michel Scharff	Administrateur	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Serge Schimoff	Administrateur	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Donny Wagner	Administrateur	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Fernand Welschbillig	Administrateur	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg

La nouvelle composition du Comité de direction de la BIL se présente comme suit:

Nom	Fonction	Adresse professionnelle
Hugues Delcourt	Président Administrateur-délégué	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Pierre Ma levez	Vice-Président	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Thierry Delroisse	Membre	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Marcel Leyers	Membre	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Adrian Leuenberger	Membre	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Bernard Mommens	Membre	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Claude Schon	Membre	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg
Christian Strasser	Membre	69 route d'Esch - L-2953 Luxembourg

Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Banque Internationale à Luxembourg
Société anonyme
Jean-Paul Putz / Catherine de Lannoy
Senior Manager / Deputy Director

Référence de publication: 2014155691/49.

(140176772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Crawfresh Import S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3370 Leudelange, rue Roudenbesch, Zone Industrielle Grasbusch.

R.C.S. Luxembourg B 49.367.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155784/9.

(140176752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Fluortech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 72.307.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 14 mai 2014 que le mandat des personnes suivantes a été renouvelé et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes clos au 31 décembre 2017:

- Monsieur Patrick MOINET, en tant qu'administrateur et Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Benoît BAUDUIN, en tant qu'administrateur;
- Monsieur Luc GERONDAL, en tant qu'administrateur;
- BF Consulting, en tant que commissaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Référence de publication: 2014155867/17.

(140177175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

MPT RHM Aukammtal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 190.620.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third day of September,
before us Maître Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

MPT RHM Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 180198,

duly represented by Maître Michael Jonas, professionally residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy under private seal, given on August 29, 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "MPT RHM Aukammtal S.à r.l." (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

2.5 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by Law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter,

decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office. The general meeting of shareholders may decide to appoint one or several class A managers and one or several class B managers.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager, regardless of his category. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conferencecall or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers. If class A managers and class B managers have been appointed, a

quorum of managers shall be the presence or the representation of a majority of the managers holding office comprising at least one (1) class A manager and one (1) class B manager.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, of any two (2) managers or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation. However, if the general meeting of shareholders has appointed one or several class A managers and one or several class B managers, the Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more approved auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An approved auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first (1st) of January of each year and shall end on the thirty-first (31st) of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable

reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by MPT RHM Holdco S.à r.l., aforementioned, represented as stated above, for the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The number of managers is fixed at five (5).
3. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an unlimited term:
 - Mr James Kevin Hanna, born in Alabama, USA, on 3 September 1972, professionally residing at 1000 Urban Center Drive, Suite 501, Birmingham, Alabama, USA; and
 - Ms Leanne N. McWilliams, born in Louisiana, USA, on 21 December 1981, professionally residing at 1000 Urban Center Drive, Suite 501, Birmingham, Alabama, USA.
4. The following persons are appointed as class B managers of the Company for an unlimited term:
 - Mr Giuseppe Di Modica, born in Enna (Italy), on 31 May 1974, professionally residing at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
 - Mr Abdelhakim Chagaâr, born in Mont-Saint-Martin (France), on 3 March 1979, professionally residing at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 103336.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille quatorze, le troisième jour du mois de septembre,
par devant nous, Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

MPT RHM Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B180198, dûment représentée par Maître Michael Jonas, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 29 août 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «MPT RHM Aukammtal S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

2.5 La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptés selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés

peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat. Une assemblée générale des associés peut décider de nommer un ou plusieurs gérants de catégorie A et un ou plusieurs gérants de catégorie B.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant indépendamment de sa catégorie. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement

sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Si des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B ont été nommés, le quorum pour la tenue d'un conseil de gérance sera atteint si au moins la majorité des gérants en fonction, parmi lesquels figurent au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B, sont présents ou représentés.

17.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation. Si en revanche l'assemblée générale des associés décide de désigner un ou plusieurs gérants de catégorie A et un ou plusieurs gérants de catégorie B, la Société sera engagée envers les tiers en toutes circonstances (i) par la signature conjointe d'un (1) gérant de catégorie A et d'un (1) gérant de catégorie B, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 20. Commissaire - réviseur d'entreprises agréé.

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfiques - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier (1^{er}) janvier de chaque année et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfiques.

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfiques annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

24.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été souscrites par MPT RHM Holdco S.à r.l., susmentionnée, représentée comme indiqué ci-dessus, pour un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400).

Résolutions des associés

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. Le nombre de gérants est fixé à cinq (5).
3. Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie A pour une durée illimitée:
 - Monsieur James Kevin Hanna, né le 3 septembre 1972 en Alabama, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 1000 Urban Center Drive, Suite 501, 35242 Birmingham, Alabama, Etats-Unis d'Amérique; et
 - Madame Leanne N. McWilliams, née le 21 décembre 1981 en Louisiane, Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement au 1000 Urban Center Drive, Suite 501, 35242 Birmingham, Alabama, Etats-Unis d'Amérique.
4. Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie B pour une durée illimitée:
 - Monsieur Giuseppe Di Modica, né à Enna (Italie), le 31 mai 1974, résidant professionnellement à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - Monsieur Abdelhakim Chagaâr, né à Mont-Saint-Martin (France), le 3 mars 1979, résidant professionnellement 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103336.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Jonas, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 08 septembre 2014. REM/2014/1898. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014152239/557.

(140174157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

**Oxford Street Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Project Oxford LS S.à r.l.).**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 171.450.

In the year two thousand and fourteen.

On the twenty-sixth day of September.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

The company OXFORD LS HOLDINGS LIMITED, a limited company with registered office at c/o Teacher Stern LLP, 37-41 Bedford Row, WC1R 4JH London (United Kingdom), registered with the "Registrar of Companies for England and Wales" under number 8180781,

represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally at Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the notary and the attorney, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole present shareholder of the private limited company (société à responsabilité limitée) "Project Oxford LS S.à r.l.", having its registered office at L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur, R.C.S. Luxembourg section B number 171450, incorporated by deed of Me Jean SECKLER, on August 31st, 2012, published in the Mémorial C number 2531 of October 11, 2012, and whose articles of association have been modified by deed of Me Jean SECKLER on August 14th, 2013, published in the Mémorial C number 2588 of October 17, 2013,

and that the appearing party has taken the following resolution:

Resolution

The name "Oxford Street Capital S.à r.l." is adopted by the company, article two of the articles of association is amended and will have henceforth the following wording:

" **Art. 2.** The Company's name is "Oxford Street Capital S.à r.l."."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 900.-

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and French states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze.

Le vingt-six septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société OXFORD LS HOLDINGS LIMITED, avec siège à c/o Teacher Stern LLP, 37-41 Bedford Row, WC1R 4JH Londres (Royaume-Uni), enregistrée auprès du "Registrar of Companies for England and Wales" sous le numéro 8180781, représentée par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le mandataire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Laquelle comparante a, par son mandataire, requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Que la comparante est la seule et unique associée actuelle de la société à responsabilité limitée "Project Oxford LS S.à r.l.", ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur, R.C.S. Luxembourg section B numéro 171450, constituée par acte de Me Jean SECKLER, en date du 31 août 2012, publié au Mémorial C numéro 2531 du 11 octobre 2012, et dont les statuts ont été modifiés par acte du notaire Me Jean SECKLER, en date du 14 août 2013 publié au Mémorial C numéro 2588 du 17 octobre 2013,

et que la comparante a pris la résolution suivante:

Résolution

La dénomination sociale "Oxford Street Capital S.à r.l." est adoptée par la société, l'article deux des statuts est modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** La Société prend la dénomination de "Oxford Street Capital S.à r.l.". "

Frais

Tous les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 900,- EUR.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 septembre 2014. Relation GRE/2014/3812. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014152298/73.

(140173462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

SwanCap FLP II SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 190.594.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "partnership agreement") of SwanCap FLP II SCSP executed on 24 September 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. SwanCap FLP GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 179.473, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (the "General Partner"); and

SwanCap Fund II SGP GmbH & Co. KG, a German Kommanditgesellschaft incorporated and existing under the laws of the Federal Republic of Germany, having its registered office c/o SwanCap Partners GmbH, Montgelasstr. 14, 81679 Munich, Germany, and registered with the trade register of the local court of Munich under number HRA 102708 (the "Second General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "SwanCap FLP II SCSp" (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the direct investment of Capital Contributions in SwanCap Opportunities Fund II SCS-SIF, a common limited partnership (société en commandite simple) organised as a specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé), having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg ("Swan II"). Through its participation in Swan II, the Partnership shall manage and allocate among the Partners any performance entitlement as carried interest beneficiary to which it is entitled.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management and control of the Partnership shall be vested exclusively in the General Partner in accordance with the Partnership Agreement, and as may be otherwise required by mandatory law (droit applicable), in particular article 22-3 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and supplemented (the "1915 Law"). Neither the Second General Partner nor the Limited Partners shall have part in the conduct of business of the Partnership or in the management or control of the Partnership and shall have no authority or right to act on behalf of the Partnership in connection with any matter, or deal with any Person on behalf of the Partnership who or that is not a Partner. The exercise by any Limited Partner of any right conferred in the Partnership Agreement shall not be construed to constitute participation by such Limited Partner in the conduct of the business of the Partnership or in the control of the investment or other activities of the Partnership so as to make such Limited Partner liable as a general partner for the debts and obligations of the Partnership for purposes of the 1915 Law or otherwise.

In addition, the General Partner shall have the right, to the fullest extent permitted by the 1915 Law, to delegate certain management and administrative responsibilities and powers set forth in the Partnership Agreement to special agents in and outside of Luxembourg; provided that the management and the conduct of the activities of the Partnership shall remain the sole responsibility of the General Partner. Subject to the other provisions of the Partnership Agreement, the General Partner shall have all the broadest powers and authority to act on behalf of and in the name of the Partnership, or in its own name or through other agents, to carry out any and all of the objects and purposes of the Partnership in accordance with, and subject to the limitations contained in this Agreement and to perform all acts which it may, in its sole discretion, deem necessary or desirable in connection therewith, without any further act, approval or vote of any Person, including any Limited Partner.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.

The Partnership commences as from 24 September 2014, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge des limited Partnership agreements (der "Gesellschaftsvertrag") der SwanCap FLP II SCSp unterzeichnet am 24. September 2014

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. SwanCap FLP GP, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 179.473, und mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) (die "Komplementärin"); und

SwanCap Fund II SGP GmbH & Co. KG, eine deutsche Kommanditgesellschaft, gegründet und bestehend nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Gesellschaftssitz in c/o SwanCap Partners GmbH, Montgelasstr. 14, 81679 München, Bundesrepublik Deutschland und die beim Handelsregister des Amtsgerichts München unter der Nummer HRA 102708 registriert ist (die „Zweite Komplementärin“).

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: "SwanCap FLP II SCSp" (die "Gesellschaft")

(ii) Zweck der Gesellschaft

Der Zweck der Gesellschaft besteht in ihrer Direktanlage von Kapital (Capital Contributions) in SwanCap Opportunities Fund II SCS-SIF, einer einfachen Kommanditgesellschaft (société en commandite simple) in der Form eines luxemburgischen Spezialfonds (fonds d'investissement spécialisé) mit Gesellschaftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg ("Swan II"). Durch ihre Beteiligung an Swan II soll die Gesellschaft alle leistungs-

bezogenen Ansprüche, die ihr als carried interest Empfänger zustehen, verwalten und zwischen den Gesellschaftern verteilen.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. In Übereinkunft mit dem Gesellschaftervertrag, sowie zwingendem Recht (droit applicable), insbesondere dem Artikel 22-3 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in seiner gültigen Fassung) (das „Gesetz von 1915“), stehen die Ausübung der Geschäftsführung und der Kontrolle über die Gesellschaft ausschließlich der Komplementärin zu. Weder die Zweite Komplementärin noch die Kommanditisten sollen sich an der Geschäftsführung der Gesellschaft oder ihrer Verwaltung bzw. Kontrolle beteiligen und besitzen folglich kein Recht, im Namen der Gesellschaft in jedweder Angelegenheit zu handeln, oder gegenüber Personen, im Namen der Gesellschaft aufzutreten, die selbst keine Gesellschafter sind. Die Ausübung jedweder Rechte eines Kommanditisten nach diesem Gesellschaftervertrag ist nicht so auszulegen, dass eine solche Ausübung als Teilnahme an der Geschäftsführung der Gesellschaft oder als Kontrolle von Investitionen oder anderen Aktivitäten der Gesellschaft zu verstehen ist, die dazu führen könnte, dass ein Kommanditist, gleich einer Komplementärin, haftbar für die Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft in Sinne des Gesetzes von 1915 oder anderweitig, sein könnte.

Darüber hinaus steht es der Komplementärin, im vollen Umfang des Gesetzes von 1915 zu, bestimmte Geschäftsführungs- und Verwaltungsaufgaben des Gesellschaftervertrages an spezielle Vertreter in und außerhalb von Luxemburg, zu übertragen; vorausgesetzt, dass die Geschäftsführung und Verwaltung der Gesellschaft im alleinigen Verantwortungsbereich der Komplementärin bleiben. Vorbehaltlich der weiteren Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages besitzt die Komplementärin die weitesten Befugnisse und Kompetenzen für die Gesellschaft und in deren Namen, bzw. im eigenen Namen oder durch andere Vertreter, zu handeln, jegliche Ziele und Zwecke der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsvertrag und vorbehaltlich der im Gesellschaftsvertrag getroffenen Beschränkungen, auszuüben, sowie alle Handlungen vorzunehmen, die nach eigenem Ermessen im Rahmen des Gesellschaftsvertrags als notwendig oder wünschenswert erscheinen, ohne dass es einer weiteren Handlung, Genehmigung oder Stimmabgabe einer Person, einschließlich der Kommanditisten, bedarf.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 24. September 2014 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2014152367/102.

(140173502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

SICAV II (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 107.426.

Im Jahre zweitausendvierzehn, den neunzehnten September;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

Sind die Aktionäre der Aktiengesellschaft „SICAV II (Lux)“, mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 107426, (die „Gesellschaft“), zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft ist gegründet worden durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Paul BETTINGEN, mit Amtswohnsitz in Niederanven (Großherzogtum Luxemburg), am 8. April 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 434 vom 11. Mai 2005,

und deren Satzungen sind mehrmals abgeändert worden und zuletzt gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 9. Dezember 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 760, Seite 36438 vom 25. März 2014.

Die Versammlung beginnt unter dem Vorsitz von Herrn Rudolf KOEMEN, „Director“, Credit Suisse Fund Management S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

Derselbe ernennt zum Schriftführer Frau Jacqueline SIEBENALLER, „Director“, Credit Suisse Fund Management S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

Zum Stimmzähler wird ernannt Herr Ramon BELARDI, „Vice President“, Credit Suisse Fund Management S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass die Generalversammlung per Einschreiben einberufen wurde welcher am 10. September 2014 an alle im Aktienregister stehenden Investoren versendet wurde;

II.- Dass die Tagesordnungspunkte mit einer Mehrheit von 50% des Kapitals der Gesellschaft und der Zustimmung von mindestens 2/3 der anwesenden oder vertretenen Stimmen angenommen werden.

III.- Dass aus einer Anwesenheitsliste, welche durch das Bureau der Versammlung aufgesetzt und für richtig befunden wurde, erhellt dass von insgesamt 3.562.707,52 sich im Umlauf befindlichen Aktien ohne Nennwert, welche das gesamte Kapital vertreten, in dieser Versammlung 3.067.807 gültig vertreten sind und somit 86% des gesamten Kapitals der Gesellschaft darstellt, welche somit ordnungsgemäß zusammengestellt ist und gültig über alle Punkte der Tagesordnung abstimmen kann.

Diese Liste, von den Mitgliedern des Büros und dem instrumentierenden Notar ne varietur unterzeichnet, bleibt zusammen mit den Vollmachten gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert wird, als Anlage beigelegt.

Die Anwesenheitsliste wurde durch den Stimmzähler geprüft.

Die Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber, werden, nach gehöriger ne varietur Unterzeichnung durch die Parteien und den instrumentierenden Notar, gegenwärtigem Protokolle, mit welchem sie einregistriert werden, als Anlage beigelegt.

IV.- Dass die Tagesordnung dieser Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

1) Anpassung von Artikel 5 „Kapital und Inhabercertifikate“. Die Gesellschaft kann somit neu Aktien in dematerialisierter Form ausgeben. Die Möglichkeit, Inhaberaktien auszugeben, wird aufgehoben. Ferner beinhaltet diese Anpassung eine Auflage für die Aktionäre solcher Inhaberaktien, ihre Aktien gegen Namen- oder dematerialisierte Aktien umzutauschen sowie weitere kleinere Änderungen an die Anpassung des Gesetzes vom 6. April 2013;

2) Umbenennung von Artikel 8 „Person der Vereinigten Staaten“ in „USAngelegenheiten“ hinsichtlich der Aufdatierung der Satzung der Gesellschaft im Zusammenhang mit den Vorschriften des U.S. Foreign Account Tax Compliance Act („FATCA“). Aktionäre und Anleger der Gesellschaft müssen neu gewisse von FATCA vorgegebene Informationen zur Verfügung stellen, welche wiederum von der Gesellschaft oder ihrer Verwaltungsgesellschaft dem U.S. Internal Revenue Service („IRS“) offengelegt werden;

3) Anpassung von Artikel 26 „Auflösung“. Neu ist es der Gesellschaft somit gestattet, Subfonds durch Sachausschüttung ihrer Vermögenswerte zu liquidieren.

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 5. Kapital und Inhabercertifikate.** Das Gesellschaftskapital wird in nennwertlosen Aktien ausgedrückt; es beläuft sich bei Gründung auf zweiunddreißigtausend Euro (EUR 32.000,-). Danach entspricht das Gesellschaftskapital jederzeit ihrem gesamten Nettovermögen gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung.

Das Mindestkapital der Gesellschaft wird bei einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) festgelegt, es ist innert sechs Monaten nach Zulassung der Gesellschaft aufzubringen.

Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt ermächtigt, jederzeit weitere, voll einzubezahlende Aktien gemäß Artikel 22 der vorliegenden Satzung auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären Vorzugsbezugsrechte auf diese Aktien einzuräumen zu müssen.

Der Verwaltungsrat kann an jeden entsprechend bevollmächtigten Verwaltungsrat bzw. leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. entsprechend bevollmächtigte Drittpersonen die Aufgabe delegieren, Zeichnungen für die Auslieferung dieser neuen Aktien sowie die entsprechenden Zahlungen entgegen zu nehmen.

Es steht im Ermessen des Verwaltungsrats, diese Aktien in Form unterschiedlicher Klassen auszugeben. Zudem kann der Erlös aus der Ausgabe einer bzw. mehrerer Aktienklassen in Subfonds oder in Sondervermögen gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung verbucht werden. Der Verwaltungsrat wird in übertragbare Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Anlagevehikel investieren, die denjenigen geographischen Regionen, Wirtschaftszweigen oder Währungsgebieten bzw. sonstigen Bereichen oder Sektionen einschließlich Aktien bzw. Anteilen anderer Organismen zur gemeinsamen Anlage entsprechen, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit für die einzelnen Subfonds vorgibt.

Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt, im Zusammenhang mit jedem Subfonds bzw. jedem Vermögenspool innerhalb jedes Subfonds neue Aktienklassen zu schaffen und auszugeben, deren Erlös im Allgemeinen gemäß der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Subfonds investiert wird, obwohl eine besondere Ausgabe- und Rücknahmegebührenstruktur bzw. Absicherungspolitik bzw. Aktienwährung oder sonstige besondere Merkmale für jede einzelne Klasse gelten. Zur Feststellung des Gesellschaftskapitals werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Subfonds den einzelnen Aktienklassen zugewiesen. Falls diese Vermögenswerte und Verbindlichkeiten nicht in Schweizerfranken ausgedrückt sind, sind sie in Schweizerfranken zu konvertieren. Das Kapital setzt sich aus der Summe der Nettovermögen aller Klassen zusammen.

Die Aktien werden in Form von Namensaktien oder in dematerialisierter Form ausgegeben. Die Gesellschaft hat das Recht, Zeichnungsanträge für Aktien ganz oder teilweise aus beliebigen Gründen zurückzuweisen. Entsprechend sind ausstehende Inhaberaktien von ihren Inhabern baldmöglichst für eine Umwandlung in Namensaktien oder Aktien in dematerialisierter Form vorzulegen, wobei der Inhaber der Aktien mit den entsprechenden Kosten belastet werden kann. Der Entscheid über die Ausgabe von Zertifikaten über Namensaktien liegt im Ermessen des Verwaltungsrats, es sei denn, die im Register eingetragene Person verlangt ausdrücklich die Ausgabe von Zertifikaten. Dematerialisierte Aktien können über Sammeldepotstellen gehalten werden. In diesem Fall erhalten die Aktionäre von der Depotstelle ihrer Wahl (z.B. ihre Bank oder ihren Broker) eine Depotbestätigung über ihre Aktien, oder sie können von den Aktionären direkt über

ein Konto im Aktienregister der Gesellschaft gehalten werden. Solche Aktionäre werden von der Zentralen Verwaltungsstelle geführt. Aktien, welche durch eine Depotstelle behalten werden, können auf ein Konto des Aktionärs bei der Zentralen Verwaltungsstelle oder auf ein Konto bei anderen Depotstellen, die von der Gesellschaft anerkannt sind, bzw. auf ein Institut übertragen werden, das an den Clearing-Systemen für Wertpapiere und Fonds teilnimmt. Umgekehrt können Aktien, welche auf einem Konto des Aktionärs bei der Zentralen Verwaltungsstelle gutgeschrieben sind, jederzeit auf ein Konto bei einer Depotstelle übertragen werden.

Falls ein Namensaktionär verlangt, dass für seine Aktienposition mehr als ein Zertifikat ausgegeben wird, können ihm die entsprechenden Kosten belastet werden. Falls Aktienzertifikate herausgegeben werden, sind diese von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterschreiben. Jede dieser beiden Unterschriften kann eigenhändig, durch Druck oder Faksimile geleistet werden.

In jedem Fall ist es zulässig, eine dieser Unterschriften durch eine Person ausführen zu lassen, welche durch den Verwaltungsrat entsprechend ermächtigt wurde. In diesem speziellen Fall ist die Unterschrift eigenhändig zu leisten. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in denjenigen Formen ausgeben, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegt hat. Die Gesellschaft, der AIFM und die Zentralverwaltung haben das Recht, Zeichnungsanträge für Aktien ganz oder teilweise aus Gründen, die in den Verkaufsunterlagen offengelegt sind, zurückzuweisen.

Aktien werden nur nach Einwilligung mit der Zeichnung und unter Vorbehalt des Erhalts des Kaufpreises gemäß Artikel 22 der vorliegenden Statuten ausgegeben. Jeder Zeichner erhält ohne unbillige Verzögerungen definitive Aktienzertifikate bzw. eine Bestätigung seiner Aktienposition ausgeliefert.

Die Ausschüttung von Dividenden an die Aktionäre erfolgt an die im Aktionärsregister verzeichneten Adressen.

Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden gemäß den Bestimmungen von Art. 39 des Gesetzes vom 10. August 1915 in der jeweils gültigen Fassung in das Aktionärsregister eingetragen. Letzteres wird entweder von der Gesellschaft oder von einer bzw. mehreren von der Gesellschaft zu diesem Zweck ernannten Personen geführt und hat den Namen jedes Inhabers von eingetragenen Aktien, seinen Wohnort bzw. vereinbarten Wohnsitz - falls der Gesellschaft bekannt - sowie die Anzahl und Klasse der von ihm gehaltenen Aktien und den hinsichtlich dieser Aktien einbezahlten Betrag auszuweisen. Jede Übertragung von Namensaktien ist in das Aktionärsregister einzutragen, wobei jeder Eintrag durch einen oder mehrere leitende Angestellte der Gesellschaft bzw. eine oder mehrere durch den Verwaltungsrat für diesen Zweck benannten Personen zu unterzeichnen ist.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (a) falls entsprechende Zertifikate ausgegeben wurden, durch Eintrag der Übertragung seitens der Gesellschaft nach Aushändigung des bzw. der Zertifikate/s über die betreffenden Aktien bei der Gesellschaft samt anderen Urkunden, welche der Gesellschaft die Übertragung in ausreichender Weise darlegen und (b) falls keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch schriftliche, durch die übertragende und die empfangende Partei datierte und unterzeichnete Übertragungserklärung zur Eintragung in das Aktionärsregister. Die Übertragungserklärung kann auch von entsprechend bevollmächtigten Personen ausgestellt werden.

Jeder im Aktionärsregister eingetragene Aktionär hat der Gesellschaft eine Adresse anzugeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bescheide der Gesellschaft geschickt werden können. Diese Adresse wird im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Aktionär keine solche Adresse angibt, ist die Gesellschaft befugt, dies im Aktionärsregister zu vermerken. In diesem Fall gilt der Geschäftssitz der Gesellschaft bzw. eine andere von der Gesellschaft ins Aktionärsregister eingetragene Adresse als Adresse dieses Aktionärs. Diese gilt so lange, bis der betreffende Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz bzw. an die von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmte Adresse abändern lassen.

Falls die Zahlung eines Zeichners zur Ausgabe von Aktienbruchteilen führt, werden diese Bruchteile in das Aktionärsregister eingetragen. Aktienbruchteile sind nicht mit Stimmrechten verbunden, aber in einem von der Gesellschaft zu bestimmenden Anteil proportional dividendberechtigt.“

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt Artikel 8 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 8. US-Angelegenheiten.** In der vorliegenden Satzung bezeichnet der Begriff „U.S. Person“ gemäß anwendbarem Recht bzw. gemäß den Änderungen, welche die Verwaltungsräte den Aktionären mitzuteilen haben, einen Bürger oder eine Person mit Wohnsitz in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien bzw. Besitzungen oder sonstigen unter Rechtshoheit der USA stehenden Gebieten einschließlich der Bundesstaaten und Federal District of Columbia (im Folgenden die „Vereinigten Staaten“) (einschließlich jeder Gesellschaft, Partnerschaft oder sonstigen Einheit, welche entweder in den USA oder gemäß den Gesetzen der USA bzw. eines politischen Teilgebiets der USA organisiert sind). Dieser Begriff schließt ebenfalls Vermögen und Trusts ein, mit Ausnahme derjenigen Vermögen und Trusts, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten stammt (und die nicht effektiv mit dem Betreiben von Handel bzw. einem Geschäft innerhalb der Vereinigten Staaten verbunden sind) und deren Einkommen nicht zum Zweck der Berechnung der bundesstaatlichen Einkommenssteuer der Vereinigten Staaten angerechnet wird. Vorbehalten bleibt, dass dieser Begriff sich nicht auf die Zweigstellen oder Agenturen US-amerikanischer Banken bzw. Versicherungen bezieht, die außerhalb der USA unter lokaler Aufsicht das Bank- bzw. Versicherungsgeschäft betreiben und sich zudem nicht ausschließlich mit

der Anlage in Wertpapieren gemäß dem United States Securities Act von 1933 (in der jeweils gültigen Fassung) befassen, sowie gemäß (ohne Einschränkung) Abschnitt 7701(a)(30) des U.S. Internal Revenue Code von 1986 (in der jeweils gültigen Fassung).

Alle Aktionäre und Erwerber von Beteiligungen eines Aktionärs an einem Subfonds haben der Gesellschaft (auch in Form von Updates) oder einer von der AIFM benannten Drittpartei („Designated Third Party“) Informationen, Bestätigungen, Verzichtserklärungen und Formulare zum Aktionär (bzw. zu dessen mittelbaren oder unmittelbaren Eigentümern oder Kontoinhabern) zu übermitteln, und zwar in der Form und zu dem Zeitpunkt, wie dies üblicherweise von der AIFM oder der „Designated Third Party“ verlangt wird (auch durch elektronische Bescheinigungen), um über die Gewährung von Ausnahmen, Ermäßigungen oder Erstattungen von Quellensteuern oder sonstigen Steuern zu befinden, die von Steuerbehörden oder sonstigen Regierungsstellen (einschließlich der Quellensteuern gemäß dem „Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010“ bzw. Gemäß vergleichbaren oder nachfolgenden Rechtsvorschriften oder zwischenstaatlichen Abkommen bzw. sonstigen Abkommen, die kraft solcher Rechtsvorschriften oder zwischenstaatlicher Abkommen geschlossen werden) gegenüber der Gesellschaft erhoben werden; Gleiches gilt für die an der Gesellschaft bezahlte Beträge oder Beträge, die der Gesellschaft zugeschrieben oder von ihr an solche Aktionäre oder Erwerber ausgeschüttet werden. Sofern bestimmte Aktionäre oder Erwerber von Beteiligungen eines Aktionärs versäumen, der Gesellschaft oder der „Designated Third Party“ diese Informationen, Bestätigungen, Verzichtserklärungen oder Formulare vorzulegen, hat die Gesellschaft bzw. die „Designated Third Party“ das uneingeschränkte Recht, eine oder alle der folgenden Maßnahmen zu ergreifen:

a) Einbehaltung aller Steuern, die gemäß den geltenden Rechtsvorschriften, Bestimmungen, Regeln oder Vereinbarungen einzubehalten sind;

b) Rücknahme der Beteiligungen des Aktionärs bzw. Erwerbers an Subfonds gemäß Art. 7;

c) Schaffung und Verwaltung eines Anlagevehikels, das in den Vereinigten Staaten gegründet wird und im Sinne von Abschnitt 7701 des Internal Revenue Code von 1986 in der jeweils gültigen Fassung als „domestic partnership“ betrachtet wird, sowie die Übertragung der Beteiligungen des Aktionärs oder des Erwerbers an einem Subfonds oder der Beteiligung an Vermögenswerten und Verbindlichkeiten dieses Subfonds auf dieses Anlagevehikel. Der Aktionär oder der Erwerber haben der Gesellschaft oder der „Designated Third Party“ auf deren Ersuchen hin Dokumente, Stellungnahmen, Instrumente und Zertifikate rechtsgültig vorzulegen, insofern diese von der Gesellschaft oder der „Designated Third Party“ üblicherweise verlangt werden oder in sonstiger Form erforderlich sind, um die vorgenannten Formalitäten zu erfüllen. Alle Aktionäre erteilen der Gesellschaft bzw. der „Designated Third Party“ die Vollmacht (verbunden mit einem Rechtsinteresse), solche Dokumente, Stellungnahmen, Instrumente oder Zertifikate im Namen des Aktionärs rechtsgültig vorzulegen, sofern der Aktionär dies unterlässt.

Die Gesellschaft bzw. die „Designated Third Party“ können Informationen zu den Aktionären (auch Informationen, die vom Aktionär gemäß diesem Artikel vorgelegt werden) beliebigen Personen gegenüber offenlegen, die diese verlangen bzw. benötigen, um sie einer Steuerbehörde oder sonstigen Regierungsstellen vorzulegen (auch die Vorlage in Rechtsgebieten, die keine strengen Datenschutzgesetze oder vergleichbare Rechtsvorschriften besitzen), damit die Gesellschaft anwendbare Gesetze, Vorschriften oder Abkommen mit Regierungsstellen einhalten kann. Alle Aktionäre verzichten hiermit auf alle Rechte, die sie unter Umständen gemäß einem geltenden Bankengeheimnis, Datenschutzgesetzen und vergleichbaren Rechtsvorschriften besitzen, die eine solche Offenlegung ansonsten verbieten würden; gleichzeitig gewährleisten alle Aktionäre, dass alle Personen, deren Informationen sie an die Gesellschaft bzw. „Designated Third Party“ weiterleiten (bzw. weitergeleitet haben), hierüber aufgeklärt wurden und die Zustimmung erteilt haben, die ggf. erforderlich ist, um die Erfassung, Verarbeitung, Offenlegung, Übertragung und Meldung ihrer Informationen gemäß diesem Kapitel und diesem Abschnitt zu erlauben.

Die Gesellschaft bzw. die „Designated Third Party“ können mit allen zuständigen Steuerbehörden Abkommen schließen (auch Abkommen, die gemäß dem „Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010“ bzw. gemäß vergleichbaren oder nachfolgenden Rechtsvorschriften oder zwischenstaatlichen Abkommen geschlossen werden), insofern sie festlegen, dass eine solche Vereinbarung im besten Interesse der Gesellschaft oder der Aktionäre liegt.“

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt Artikel 26 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, so dass dieser nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 26. Auflösung.** Bei Auflösung der Gesellschaft wird deren Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt. Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen sein; sie werden von der Versammlung der Aktionäre ernannt, welche die Auflösung vornimmt, und welche deren Befugnisse und Honorare gemäß Luxemburger Recht festsetzt.

Der auf jede Aktienklasse entfallende Nettoerlös aus der Liquidation wird durch den Liquidator den Aktionären jeder Klasse im Verhältnis zu ihrer Position in der betreffenden Klasse zugewiesen.

Die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien muss aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates durchgeführt werden, falls diese Liquidation im Interesse der Aktionäre erachtet wird. In diesem Fall kann die Gesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre beschließen, entweder einen Geldbetrag und/oder die übrigen Vermögenswerte an die Aktionäre auszuschütten.

Des Weiteren ist die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien in folgenden Fällen zulässig:

1. aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates, wenn der Nettovermögenswert des betroffenen Subfonds unter 10 (zehn) Millionen Euro oder dem entsprechenden Betrag in einer anderen Währung liegt oder

2. aufgrund eines Beschlusses einer Versammlung der Aktionäre des betreffenden Subfonds. Die Anforderungen an das Quorum bzw. die Mehrheitsverhältnisse gemäß Luxemburger Gesetz hinsichtlich Anpassungen der Satzung gelten auch für diese Versammlungen. In diesem Zusammenhang ist die Gesellschaft ermächtigt, nach einer Anzeigefrist an die Aktionäre von dreissig Tagen einen zwangsweisen Rückkauf aller Aktien der betreffenden Klasse vorzunehmen. Dieser erfolgt zum Nettovermögenswert (unter Einbezug der tatsächlichen, bei Auflösung der Anlagen erzielten Preise und der entsprechenden Kosten) an demjenigen Berechnungstag, an welchem dieser Beschluss in Kraft tritt.

Besitzer von Namensaktien sind schriftlich zu benachrichtigen. Die Gesellschaft wird Besitzer von Inhaberaktien durch Veröffentlichung eines Rücknahmebescheides in den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen benachrichtigen, es sei denn, sämtliche Aktionäre und ihre Adressen seien der Gesellschaft bekannt.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates, kann die Generalversammlung der Aktionäre einer bestimmten Klasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen zu Quorum und Mehrheitsverhältnissen gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung beschließen, das Kapital der Gesellschaft durch Annullierung sämtlicher Aktien der betreffenden Klasse herabzusetzen und den Inhabern der betreffenden Aktien am Ausschüttungsdatum die entsprechenden Erlöse auszusütten.

Der Verwaltungsrat bzw. die Generalversammlung der Aktionäre eines Subfonds kann auch beschließen, die Aktiva dieses Subfonds einem anderen bestehenden Subfonds zuzuweisen oder den betreffenden Subfonds in einen anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen gegen Ausgabe von Aktien bzw. Anteilen des Letzteren einzubringen, welche an die Besitzer der Aktien des vorgenannten Subfonds auszugeben sind.

Ein solcher Beschluss wird durch die Gesellschaft veröffentlicht, die Veröffentlichung hat Informationen über die neuen Aktienklassen bzw. den betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen zu beinhalten.

Diese Veröffentlichung erfolgt einen Monat vor dem Datum, an dem die Zusammenlegung oder Fusion in Kraft tritt, damit die Aktionäre der betreffenden Aktienklasse(n) vorab den Rückkauf ihrer Aktien ohne Kostenfolge, mit Ausnahme etwaiger bei Rücknahme fällig werdender Verkaufsgebühren, verlangen können.

Es gibt keine Quorumvorschriften für eine Generalversammlung, welche die Zusammenlegung von mehreren Aktienklassen innerhalb der Gesellschaft beschließt. Beschlüsse in diesem Zusammenhang werden durch einfache Mehrheit der an dieser Versammlung vertretenen Aktien getroffen.

Beschlüsse auf der Tagesordnung einer Generalversammlung hinsichtlich der Einbringung eines Sondervermögens aus Aktiven und Passiven in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen unterliegen den Anforderungen an Quorum und Mehrheitsverhältnisse gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung.

Falls eine Zusammenlegung mit einem Anlagefonds („fonds commun de placement“) bzw. einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen geplant ist, ist der entsprechende Beschluss nur bindend für diejenigen Aktionäre, welche diesem Vorschlag zugestimmt haben.“ Da die Tagesordnung erschöpft ist, erklärte der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen um 16.30 Uhr.

Der unterzeichnete Notar, der die deutsche Sprache versteht und spricht stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der Erschienenen auf Deutsch verfasst wurde.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen und geschlossen am Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchliche Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: R. KOEMEN, J. SIEBENALLER, R. BELARDI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 septembre 2014. LAC/2014/44008. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014152390/251.

(140173670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

SwanCap TB II SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heincaff.

R.C.S. Luxembourg B 190.593.

Excerpts of the limited partnership agreement (the “partnership agreement”) of swanCap TB II SCSp executed on 24 september 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. SwanCap FLP GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered

office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 179.473, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (the "General Partner"); and

SwanCap Fund II SGP GmbH & Co. KG, a German Kommanditgesellschaft incorporated and existing under the laws of the Federal Republic of Germany, having its registered office c/o SwanCap Partners GmbH, Montgelasstr. 14, 81679 Munich, Germany, and registered with the trade register of the local court of Munich under number HRA 102708 (the "Second General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "SwanCap TB II SCSp" (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Partnership may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

The General Partner, acting for and on behalf of the Partnership shall have the power to do any and all acts necessary, appropriate, desirable, incidental or convenient to or for the furtherance of the purposes described in Section 1.06, of the Partnership Agreement including, without limitation, any and all of the powers that may be exercised on behalf of the Partnership pursuant to the Partnership Agreement.

(iii) Registered Office The Partnership shall have its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management and control of the Partnership shall be vested exclusively in the General Partner in accordance with the Partnership Agreement, and as may be otherwise required by mandatory law (droit applicable), in particular article 22-3 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended and supplemented (the "1915 Law"). Neither the Second General Partner nor the Limited Partners shall have part in the conduct of business of the Partnership or in the management or control of the Partnership and shall have no authority or right to act on behalf of the Partnership in connection with any matter, or deal with any Person on behalf of the Partnership who or that is not a Partner. The exercise by any Limited Partner of any right conferred in the Partnership Agreement shall not be construed to constitute participation by such Limited Partner in the conduct of the business of the Partnership or in the control of the investment or other activities of the Partnership so as to make such Limited Partner liable as a general partner for the debts and obligations of the Partnership for purposes of the 1915 Law or otherwise.

In addition, the General Partner shall have the right, to the fullest extent permitted by the 1915 Law, to delegate certain management and administrative responsibilities and powers set forth in the Partnership Agreement to special agents in and outside of Luxembourg; provided that the management and the conduct of the activities of the Partnership shall remain the sole responsibility of the General Partner. Subject to the other provisions of the Partnership Agreement, the General Partner shall have all the broadest powers and authority to act on behalf of and in the name of the Partnership, or in its own name or through other agents, to carry out any and all of the objects and purposes of the Partnership in accordance with, and subject to the limitations contained in this Agreement and to perform all acts which it may, in its sole discretion, deem necessary or desirable in connection therewith, without any further act, approval or vote of any Person, including any Limited Partner.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 24 September 2014, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge des Limited Partnership Agreements (der "Gesellschaftsvertrag") der SwanCap TB II SCSp unterzeichnet am 24. September 2014

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. SwanCap FLP GP, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 179.473, und mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) (die "Komplementärin"); und

SwanCap Fund II SGP GmbH & Co. KG, eine deutsche Kommanditgesellschaft, gegründet und bestehend nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Gesellschaftssitz in c/o SwanCap Partners GmbH, Montgelasstr. 14, 81679 München, Bundesrepublik Deutschland und die beim Handelsregister des Amtsgerichts München unter der Nummer HRA 102708 registriert ist (die „Zweite Komplementärin“).

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name Die Gesellschaft heißt: “ SwanCap TB II SCSp” (die “Gesellschaft”)

(ii) Zweck der Gesellschaft

Der Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen, in jeglicher Form, an in Luxemburg und im Ausland befindlichen Unternehmen und jede andere Form der Anlage, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder in anderer Art und Weise sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder sonstiger Weise von Vermögenswerten jeglicher Art und deren Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus Garantien geben, Kredite gewähren oder auf andere Weise Unternehmen, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft angehören, unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur tätigen, die der Erreichung ihres Gesellschaftszweckes förderlich erscheinen.

Die Komplementärin hat das Recht, für die Gesellschaft und in deren Namen, alle Handlungen, die notwendig, angemessen, wünschenswert, zweckmäßig oder sonstig, für oder in Bezug auf den im Abschnitt 1.06 des Gesellschaftsvertrages ausgewiesenen Zweck dienen, vorzunehmen, einschließlich und unbeschränkt solcher Handlungen, die für die Gesellschaft und gemäß des Gesellschaftsvertrags ausgeübt werden können.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. In Übereinkunft mit dem Gesellschaftervertrag, sowie zwingendem Recht (droit applicable), insbesondere dem Artikel 22-3 des luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in seiner gültigen Fassung) (das „Gesetz von 1915“), stehen die Ausübung der Geschäftsführung und der Kontrolle über die Gesellschaft ausschließlich der Komplementärin zu. Weder die Zweite Komplementärin noch die Kommanditisten sollen sich an der Geschäftsführung der Gesellschaft oder ihrer Verwaltung bzw. Kontrolle beteiligen und besitzen folglich kein Recht, im Namen der Gesellschaft in jedweder Angelegenheit zu handeln, oder gegenüber Personen, im Namen der Gesellschaft aufzutreten, die selbst keine Gesellschafter sind. Die Ausübung jedweder Rechte eines Kommanditisten nach diesem Gesellschaftervertrag ist nicht so auszulegen, dass eine solche Ausübung als Teilnahme an der Geschäftsführung der Gesellschaft oder als Kontrolle von Investitionen oder anderen Aktivitäten der Gesellschaft zu verstehen ist, die dazu führen könnte, dass ein Kommanditist, gleich einer Komplementärin, haftbar für die Schulden und Verbindlichkeiten der Gesellschaft in Sinne des Gesetzes von 1915 oder anderweitig, sein könnte.

Darüber hinaus steht es der Komplementärin, im vollen Umfang des Gesetzes von 1915 zu, bestimmte Geschäftsführungs- und Verwaltungsaufgaben des Gesellschaftervertrages an spezielle Vertreter in und außerhalb von Luxemburg, zu übertragen; vorausgesetzt, dass die Geschäftsführung und Verwaltung der Gesellschaft im alleinigen Verantwortungsreich der Komplementärin bleiben. Vorbehaltlich der weiteren Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages besitzt die Komplementärin die weitesten Befugnisse und Kompetenzen für die Gesellschaft und in deren Namen, bzw. im eigenen Namen oder durch andere Vertreter, zu handeln, jegliche Ziele und Zwecke der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsvertrag und vorbehaltlich der im Gesellschaftsvertrag getroffenen Beschränkungen, auszuüben, sowie alle Handlungen vorzunehmen, die nach eigenem Ermessen im Rahmen des Gesellschaftsvertrags als notwendig oder wünschenswert erscheinen, ohne dass es einer weiteren Handlung, Genehmigung oder Stimmabgabe einer Person, einschließlich der Kommanditisten, bedarf.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 24. September 2014 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2014152368/114.

(140173501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Résidence Magellan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 191, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 156.895.

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf septembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Résidence Magellan S.A.", établie et ayant son siège social à L-3850 Schifflange, 72-80, avenue de la Libération, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2834 du 27 décembre 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 156895.

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Antonio José DA FONSECA, agent immobilier, né le 19 mai 1968 à Resende (P), demeurant à L-3521 Dudelange, 37, rue Karl Marx.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Monsieur Paulo Carlos DOMINGUES CARMO, agent immobilier, né le 17 octobre 1974 à Differdange, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 191, route de Longwy.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social de la société de L-3850 Schifflange, 72-80, avenue de la Libération à L-1941 Luxembourg, 191, Route de Longwy et modification subséquente du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts.

2.- Constat de la démission du commissaire aux comptes en date du 08 juillet 2013 et nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

3.- Prorogation du mandat des Administrateurs actuellement en fonctions pour une durée de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

4.- Divers.

II.- Qu'il résulte d'une liste de présence que les DIX MILLE (10.000) actions d'une valeur nominale de TROIS EUROS DIX CENTS (€ 3,10-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée; cette liste de présence, après avoir été signée par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-3850 Schifflange, 72-80, avenue de la Libération à L-1941 Luxembourg, 191, Route de Luxembourg et de modifier en conséquence le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts qui aura la teneur suivante:

"Le siège social est établi à Luxembourg."

Les autres alinéas de l'article 1^{er} restent inchangés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate la démission en date du 08 juillet 2013 du commissaire aux comptes alors en fonctions, à savoir la société à responsabilité limitée «Bureau MODUGNO S.à r.l.» (r.c.s.l.: B35.889).

Elle lui accorde bonne et valable quittance et décharge pour toutes les opérations effectuées jusqu'au jour de la démission.

En remplacement de qui l'assemblée générale nomme aux fonctions de Commissaire aux comptes pour une période de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020:

La société anonyme «GEFCO SA, Gestion financière & Consulting», ayant son siège social à L-3961 Ehlinge, 51, Rue des 3 Cantons, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 44.091.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide la prorogation du mandat des Administrateurs actuellement en fonctions et dont le mandat arrivera à terme à l'issue de l'assemblée générale devant se tenir en l'année 2016.

Le mandat des administrateurs aura une durée de six ans se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Frais

Tous les frais et honoraires, quels qu'ils soient, dus en vertu des présentes sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: DA FONSECA, DOMINGUES CARMO, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30/09/2014. Relation: EAC/2014/13110. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 01/10/2014.

Référence de publication: 2014152321/68.

(140173474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Orion IV European 30 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la foire.

R.C.S. Luxembourg B 190.599.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth of September.

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 173.948,

here represented by Ms Betty Kizimalé-Grant, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on September 11, 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the "Company") in the form of a société à responsabilité limitée (S.à r.l.) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of association.

The Company will exist under the name of "Orion IV European 30 S.à r.l.".

Art. 2. Registered Office. The registered office is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders.

In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested third parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is, in Luxembourg and/or abroad, the holding of participations in other companies and/or enterprises and the direct and/or indirect financing of the companies and/or enterprises in which it holds a participation or which are members of its group.

It may in particular:

- acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever;

- exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments;

- grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds a participation or which are members of its group, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever;

- deposit cash with banks or with any other depositaries and invest it in any other matter;

- in order to raise the funds which it needs in order to carry out its activity within the frame of its object, make loans in any form whatsoever, accept any deposit on behalf of companies or enterprises in which it holds a participation or which are part of its group, issue any debt instruments in any form whatsoever.

It may also acquire, hold, develop and/or sell, directly or indirectly (either through branches or subsidiaries located in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as the case may be), real estate/assets of whatever nature located either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

It may carry out any transactions whatsoever, whether commercial, financial, with respect to movables or immovable, which are directly or indirectly connected with its object.

It may in any manner hold interests in any business, enterprises or companies whose object is identical, analogous or similar to or connected with its own or which are likely to further the development of its enterprises.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time pursuant to a resolution of the meeting of shareholders resolving in conformity with the provisions of the law.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) divided into fifteen thousand (15,000) shares, with a nominal value of one pound sterling (GBP 1.-) each (the "Shares").

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each Share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meeting of shareholders. Ownership of a Share carries implicit acceptance of these articles of association of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The single shareholder may transfer freely its Shares when the Company is composed of a single shareholder. The Shares may be transferred freely amongst other shareholders when the Company is composed of several shareholders. The Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance to article 1690 of the Civil Code.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by the law for any amendment of these articles of association.

Chapter III. - Board of Managers

Art. 8. Management. The Company is managed by a board of at least three managers, shareholders or not, appointed by decision of the shareholders for an unlimited period.

Retiring managers are eligible for re-election. Managers may be removed with or without cause at any time by the shareholders at a simple majority.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary of the Company and such other officers as it shall see fit.

None of these appointees need to be members of the board of managers.

Art. 9. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice convening it.

The board of managers may only proceed to business if a majority of its members are present or represented.

One or more managers may participate in a board meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Managers unable to be present or deemed present at a meeting may delegate in writing another member of the board to represent them and to vote in their name.

Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

Where the number of votes cast for and against a resolution is equal, the chairman has a casting vote.

In case of urgency, resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Copies or extracts are signed by the chairman or any two members of the board of managers.

Art. 10. Powers of the board of managers. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may with the prior approval of the general meeting of shareholders entrust the day-to-day management of the Company's business to one of its members appointed managing manager.

The board may further delegate specific powers to managers or other officers.

It may appoint agents with definite powers, and revoke such appointments at any time.

Without prejudice to the foregoing powers, all acts binding the Company and all powers and mandates must be signed by any two managers or by any two persons to whom signatory authority has been delegated by the managers.

Any litigation, whether as plaintiff or as defendant, shall be conducted by the board of managers in the Company's name. All writs or judicial acts are validly issued in the name of the Company alone.

Art. 11. Indemnity of managers. The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Chapter IV. - Shareholders resolutions

Art. 12. Powers of the Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders. It has the powers conferred upon it by law. Decisions by the shareholders may be adopted by written resolutions signed by all the shareholders.

Art. 13. General Meetings, Adoption of Resolutions. General meetings are convened by the board of managers at such place and with such agenda as determined by the board of managers. General meetings may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of force majeure so require. The shareholders may as well adopt resolutions in writing.

Art. 14. Procedure, Vote. A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be a shareholder. Except as otherwise required by law or these articles of association, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of Shares represented. Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by anyone manager of the Company.

Chapter V. - Financial year, distribution of costs

Art. 15. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

The board of managers shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 16. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of managers may pay out an advance payment on dividends. The board of managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of association, unless otherwise provided by law. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

(i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;

(ii) second, any remainder to the holders of the Shares according to the rules of priority and proportions, if any, set out in article 16 for the appropriation of profits.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 18. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The fifteen thousand (15,000) shares issued have been subscribed by Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., aforementioned, represented as stated above, for the amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) is entirely allocated to the share capital of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

a) Mr Nicolas Brimeyer, born on 2 February 1941 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with private address at 15, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Mr Christopher Jenner, born on 11 November 1944 in Edinburgh, Scotland, with private address at 57a, rue John Grün, L-5619 Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg;

c) Mr Olivier de Nervaux, born on 5 January 1946 in Paris, France, with private address at 42, boulevard de la Tour Maubourg, F-75007 Paris, France; and

d) Mr Ronald W. de Koning, born on 29 December 1961 in Nijmegen, The Netherlands, with private address at Korteraarseweg 59, NL - 2461 GH Ter Aar, The Netherlands.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze septembre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.948,

dûment représentée par Madame Betty Kizimalé-Grant, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 septembre 2014.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société à responsabilité limitée (S.à r.l.) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La Société adopte la dénomination «Orion IV European 30 S.à r.l.».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront faites et portées à la connaissance des personnes intéressées par l'une des personnes ou l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, la prise de participations dans d'autres sociétés et entreprises et le financement direct et indirect des sociétés et entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

Elle peut notamment:

- acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient;

- exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers;

- accorder toute assistance financière directe et indirecte quelle qu'elle soit aux sociétés et entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseils et assistance sous quelque forme que ce soit;

- déposer ses liquidités en banque ou auprès de tous autres dépositaires et les placer de toute autre manière;

- en vue de se procurer les moyens financiers dont elle a besoin pour exercer son activité dans le cadre de son objet social, contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit, accepter tous dépôts de la part de sociétés ou entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, émettre tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit.

Elle peut également acquérir, détenir, développer et/ou céder, directement ou indirectement (soit par le biais de succursales soit par le biais de filiales situées, selon le cas, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger), tout bien immobilier/actifs de quelque nature que ce soit situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues par la loi.

Chapitre II. - Capital, parts sociales

Art. 5. Capital. Le capital émis de la Société est fixé à quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) divisé en quinze mille (15.000) parts sociales, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1,-) chacune (les «Parts Sociales»).

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de Parts Sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

La cession de Parts Sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées la loi pour toute modification des statuts.

Chapitre III. - Conseil de Gérance

Art. 8. Gestion. La Société est administrée par un conseil de gérance composé d'au moins trois gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés pour une période illimitée.

Les gérants sortants sont rééligibles. Les gérants sont révocables à tout moment avec ou sans cause, par décision des associés prise à la majorité simple.

Le conseil de gérance élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, les réunions du conseil sont présidées par un gérant présent.

Le conseil de gérance pourra désigner un secrétaire de la Société et tels autres agents qu'il jugera convenir.

Aucun de ceux-ci n'a besoin d'appartenir au conseil de gérance.

Art. 9. Réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les réunions du conseil de gérance se tiennent au lieu, à la date et à l'heure indiqués dans la convocation.

Le conseil de gérance ne peut délibérer valablement sur l'ordre du jour que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion.

Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant empêché peut par écrit donner pouvoir à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en ses lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

En cas d'urgence, les résolutions signées de tous les gérants seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une résolution identique.

Les décisions du conseil de gérance seront constatées dans des procès-verbaux qui seront signés par le président de la réunion et le secrétaire (le cas échéant). Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du conseil de gérance ou par deux gérants.

Art. 10. Pouvoirs du conseil de gérance. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés, seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des associés, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres qui portera le titre de gérant-délégué.

Il peut aussi déléguer des pouvoirs spécifiques à des gérants et fondés de pouvoirs.

Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis, et les révoquer en tout temps.

Sans préjudice des pouvoirs de délégation susmentionnés, tous les actes qui engagent la Société, tous les pouvoirs et toutes les procurations doivent être signés par deux gérants, ou par deux personnes à qui des pouvoirs de signature auront été délégués par les gérants.

Tout procès, tant en demandant qu'en défendant, sera suivi par le conseil de gérance au nom de la Société. Tous les exploits ou autres actes judiciaires seront valablement faits au nom de la Société seule.

Art. 11. Indemnisation des gérants. La Société s'engage à indemniser tout gérant ou fondé de pouvoir et leurs successeurs, exécuteurs testamentaires et administrateurs, de tout et contre toutes dépenses raisonnablement exposées par lui en rapport avec toutes demandes en justice, procès ou procédure à laquelle il devient partie pour être ou avoir été gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou, à la demande de la Société, de toute autre société de laquelle la Société est un actionnaire ou un créancier et par laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé; le tout sauf pour ce qui est des demandes en justice, procès ou procédure dans lesquelles il sera jugé responsable pour négligence ou fraude. Dans le cas d'une transaction, l'indemnité sera accordée uniquement en rapport avec des affaires couvertes par la transaction dans lesquelles la Société est avisée par son conseiller juridique que la personne indemnisée n'a commis aucune violation de ses obligations. Le présent droit à indemnités n'exclut pas l'exercice d'autres droits auxquels il peut prétendre.

Chapitre IV. - Assemblée Générale des Associés

Art. 12. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés. Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi. Les décisions de l'assemblée générale peuvent être prises par voie de résolutions écrites, signées de tous les associés.

Art. 13. Assemblée générale annuelle / Adoption de résolutions. Les assemblées générales sont convoquées par le conseil de gérance en tel lieu et avec tel ordre du jour qui sera déterminé par le conseil de gérance. Les assemblées générales peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par les gérants. Les associés peuvent également prendre des résolutions par écrit.

Art. 14. Procédure, Vote. Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un mandataire, lequel peut ne pas être associé. Sauf disposition contraire de la loi ou des présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, sans considération de la proportion de capital représenté. Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par un gérant de la Société.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil de gérance prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Le conseil de gérance peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Le conseil de gérance détermine le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de liquidation, tous les actifs et liquidités de la Société seront versés dans l'ordre de priorité suivant:

(i) en premier lieu, à tous les créanciers (soit au moyen de paiements soit au moyen de provisions raisonnablement déterminées en vue de tels paiements) apparaissant au passif de la Société;

(ii) en second lieu, un quelconque solde à tous les propriétaires de Parts Sociales suivant les règles de priorité et les proportions, le cas échéant, prévues à l'article 16 pour la répartition des profits.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être versés pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les quinze mille (15.000) parts sociales émises ont été souscrites par Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., susmentionnée, représentée comme indiqué ci-dessus, pour un montant de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-).

Toutes les parts sociales souscrites ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, de sorte que le montant de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) est entièrement affecté au capital social de la Société.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée illimitée:

a) Monsieur Nicolas Brimeyer, né le 2 février 1941 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec résidence privée au 15, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

b) Monsieur Christopher Jenner, né le 11 novembre 1944 à Edimbourg, Ecosse, avec résidence privée au 57a, rue John Grün, L-5619 Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg;

c) Monsieur Olivier de Nervaux, né le 5 janvier 1946 à Paris, France, avec résidence privée au 42, boulevard de la Tour Maubourg, F-75007 Paris, France; et

d) Monsieur Ronald W. de Koning, né le 29 décembre 1961 à Nijmegen, Pays-Bas, avec résidence privée au Kortearseweg 59, NL - 2461 GH Ter Aar, Pays-Bas.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: B. Kizimalé-Grant, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 17 septembre 2014. REM/2014/2035. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014152265/416.

(140173771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Solway Commodities Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 155.934.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of September.

Before Maître Maître Roger Arrensdorff, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, under signed

There appeared:

Solway Investment Group Limited, a company incorporated and registered in the Republic of Cyprus, under reg. No 277011, having its registered office at 20A, Nikou Demetriou, Coral Court, Apartment 2, CY - 6031 Larnaca, Cyprus,

represented by Mrs. Esbelta De Freitas, lawyer, residing at 66 boulevard Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the here above stated capacity, requested the undersigned notary to:

I. State that it is the sole unitholder (hereafter referred to as the "Sole Unitholder") of Solway Commodities Sàrl, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 155.934, incorporated by a deed enacted on September 30, 2010, by Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2469 dated November 16, 2010 and whose articles of association have been amended for the last time by a deed enacted on October 4, 2013, by Maître Roger Arrensdorff, notary public residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2964 dated November 23, 2013;

II. record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda

1. Amendment of article 2.2 of the articles of association of the Company in order to adopt the following wording:

Art. 2.2. "The Corporation may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities.

The Corporation may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over its assets. The Corporation may hold interests in partnerships. It may also acquire, enhance and dispose of patents, licences, and all other intangible property, as well as rights deriving there from or supplementing them. In addition, the Corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose of moveable property."

2. Other business.

The Sole Unitholder took the following resolution:

Sole resolution

The Sole Unitholder resolved to amend article 2.2 of the articles of association of the company in order to adopt the following wording:

Art. 2.2. "The Corporation may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Corporation may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over its assets. The Corporation may hold interests in partnerships. It may also acquire, enhance and dispose of patents, licences, and all other intangible property, as well as rights deriving there from or supplementing them. In addition, the Corporation may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad, and may lease or dispose of moveable property."

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the amendment of its corporate purpose have been estimated at about EUR 760.- (seven hundred sixty euro).

With no other outstanding points on the agenda, and further requests for discussion not forthcoming, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze septembre,

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

A comparu:

Solway Investment Group Limited, une société constituée et enregistrée en République de Chypre, sous le numéro 277011, ayant son siège social au 20A, Nikou Demetriou, Coral Court, Apartment 2, CY - 6031 Larnaca, Chypre,

représentée par Maître Esbelta De Freitas, avocat à la Cour, demeurant à L-2210 Luxembourg, 66 boulevard Napoléon I^{er}, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour le besoin de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant ès-qualités, a requis le notaire instrumentant de:

I. dresser acte qu'elle est l'associé unique (ci-après dénommée l'"Associé Unique") de Solway Commodities S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au L-1463 Luxembourg, 21 rue du Fort Elisabeth, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.934, constituée par un acte reçu le 30 septembre 2010, par Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2469 du 16 novembre 2010, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte reçu le 4 octobre 2014 par Maître Roger Arrensdorff, notaire public demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 2964 du 23 novembre 2013;

II. enregistrer les résolutions suivantes qui ont été prises dans l'intérêt de la Société, conformément à l'agenda ci-dessous

Agenda

1. Modification de l'article 2.2 des statuts de la Société afin de leur donner la teneur suivante:

Art. 2.2. "La Société pourra emprunter sous toutes les formes, sauf par voie d'émission publique. Elle pourra émettre par voie d'émission privée seulement effets, obligations et titres de créances et tout autre type de dettes et/ou de titres de participation. La Société pourra aussi contracter des prêts et accorder toute sorte de supports, prêts, avances et garanties à d'autres sociétés dans lesquelles elle a une participation direct ou indirect. Elle pourra aussi donner des garanties et accorder des suretés au profit de tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou toutes autres sociétés. La société pourra de plus gager, transférer, grever ou créer d'autres types de suretés sur ses actifs. La Société pourra détenir des participations dans des associations. Elle pourra également acquérir, développer et céder des brevets, licences ou tout autre bien incorporel, ainsi que les droits en dérivant ou les complétant. De plus, la Société pourra acquérir, gérer, développer et céder des propriétés immobilières situées au Luxembourg ou à l'étranger, et elle pourra louer ou disposer de biens meubles.";

2. Other business.

L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 2.2 des statuts de la Société afin de leur donner la teneur suivante:

Art. 2.2. "La Société pourra emprunter sous toutes les formes, sauf par voie d'émission publique. Elle pourra émettre par voie d'émission privée seulement effets, obligations et titres de créances et tout autre type de dettes et/ou de titres de participation. La Société pourra aussi contracter des prêts et accorder toute sorte de supports, prêts, avances et garanties à d'autres sociétés dans lesquelles elle a une participation direct ou indirect. Elle pourra aussi donner des garanties et accorder des suretés au profit de tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, de sociétés affiliées ou toutes autres sociétés. La société pourra de plus gager, transférer, grever ou créer d'autres types de suretés sur ses actifs. La Société pourra détenir des participations dans des associations. Elle pourra également acquérir, développer et céder des brevets, licences ou tout autre bien incorporel, ainsi que les droits en dérivant ou les complétant. De plus, la Société pourra acquérir, gérer, développer et céder des propriétés immobilières situées au Luxembourg ou à l'étranger, et elle pourra louer ou disposer de biens meubles.";

Coûts

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou qui seront à sa charge en raison de la modification de son objet social, sont estimés à environ EUR 760,- (sept cent soixante euros).

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour ou demande de débat, la séance est levée.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivie d'une version française. En cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Le document ayant été lu et traduit en un langage connu de la partie comparante, connue du notaire par son prénom, nom, état civil et domicile, ladite partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: DE FREITAS, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 septembre 2014. Relation: LAC / 2014 / 43632. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014152362/132.

(140173656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Tarpan LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 151.878.

In the year two thousand and fourteenth, on the twenty-second day of August,
before Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg), momentarily absent, the latter remaining depository of the present deed,

was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Tarpan LuxCo S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro and six cent (EUR 12,500.06), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), having been incorporated following a notarial deed dated 12 March 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 804 of 19 April 2010, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 151.878. The articles of incorporation were last amended following a deed of the undersigned notary, dated 15 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1464 of 20 June 2013.

The meeting is declared open at 2.30 p.m. by Me Manfred Müller, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed Me Fabien Morelli, lawyer, with professional address in Luxembourg, as secretary.

The meeting elected Me Alexandre Koch, lawyer, with professional address in Luxembourg, as scrutineer.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman called upon the notary to record that:

(i) The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1 To increase the share capital of the Company by an amount of four cents (EUR 0.04) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro and six cent (EUR 12,500.06) to an amount of twelve thousand five hundred euro and ten cent (EUR 12,500.10).

2 To issue two (2) new class A shares and two (2) new class B shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as the existing class A shares and class B shares, respectively.

3 To accept subscription for (i) one (1) new class A share and one (1) new class B share by Tarpan L.P., with payment of a share premium in an amount of four hundred thirty-two thousand seven hundred nineteen euro and ninety-eight cent (EUR 432,719.98) which shall be attached to the class B share only, and to accept full payment for such new class A shares and class B shares by a contribution in kind, (ii) one (1) new class B share by Triton Masterluxco 3 S.à r.l., with payment of a share premium in an amount of three million one hundred sixty-seven thousand two hundred seventy-nine euro and ninety-nine cent (EUR 3,167,279.99) which shall be attached to the class B share, and to accept full payment for such new class B share by a contribution in kind and (iii) for one (1) new class A share by Triton Fund III F&F L.P., and to accept payment in full for such newly issued class A share by contribution in cash.

4 To amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the foregoing items of the agenda.

5 Miscellaneous.

(ii) The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

(iv) The entire share capital hereby represented, at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that due notice had been given and that they had knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

(v) The present meeting is consequently properly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, resolved unanimously that:

First resolution

The general meeting resolved to increase the share capital of the Company by an amount of four cents (EUR 0.04) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred euro and six cent (EUR 12,500.06) to an amount of twelve thousand five hundred euro and ten cent (EUR 12,500.10).

Second resolution

The general meeting resolved to issue two (2) new class A shares and two (2) new class B shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as the existing class A shares and class B shares, respectively.

Subscription - Payment

Thereupon appeared:

(1) Triton Fund III F&F L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1079, acting through its general partner TFF III Limited, a limited liability company governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 101339 (the "Subscriber 1"),

hereby represented by Me Alexandre Koch, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on August 20th, 2014.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Subscriber 1 declared to subscribe for one (1) new class A share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), and to make payment in full for such new share by a contribution in cash.

The amount of one euro (EUR 0.01) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

(2) Tarpan L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 1308, acting through its general partner Muha GP Limited, a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 106442 (the "Subscriber 2"),

hereby represented by Me Alexandre Koch, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given on August 20th, 2014.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Subscriber 2 declared to subscribe for one (1) new class A share and one (1) new class B share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, with payment of a share premium in an amount of four hundred thirtytwo thousand seven hundred nineteen euro and ninety-eight cent (EUR 432,719.98) which shall be attached to the class B share only, to be paid by a contribution in kind consisting of receivables in the aggregate amount of four hundred thirty-two thousand seven hundred twenty euro (EUR 432,720.-) held by the Subscriber 2 against the Company (the "Contribution in Kind 1").

Proof of the ownership by the Subscriber 2 of the Contribution in Kind 1 has been given to the undersigned notary.

The Subscriber 2 declared that the Contribution in Kind 1 is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind 1 to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind 1 to the Company.

(3) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500.22, with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of

Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 143926 (the "Subscriber 3", together with the Subscriber 2, the "Subscribers"),

hereby represented by Maître Alexandre Koch, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on August 21st, 2014.

The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Subscriber 3 declared to subscribe for one (1) new class B share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), with payment of a share premium in an amount of three million one hundred sixty-seven thousand two hundred seventy-nine euro and ninety-nine cent (EUR 3,167,279.99) which shall be attached to the class B share, to be paid by a contribution in kind consisting of receivables in the aggregate amount of three million one hundred sixty-seven thousand two hundred eighty euro (EUR 3,167,280.-) held by the Subscriber 3 against the Company (the "Contribution in Kind 2" together with the Contribution in Kind 1, the "Contributions in Kind").

Proof of the ownership by the Subscriber 3 of the Contribution in Kind 2 has been given to the undersigned notary.

The Subscriber 3 declared that the Contribution in Kind 2 is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind 2 to the Company without any restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind 2 to the Company.

The Subscribers further stated that a report has been drawn up by the board of managers of the Company wherein the Contributions in Kind are described and valued (the "Report").

The conclusions of that Report read as follows:

"Based on our valuation methodology, we have no observation to mention on the value of the Contributions in Kind which corresponds at least in number and nominal value to one (1) new class A share and two (2) new class B shares, with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, to be issued with a share premium in an aggregate amount of three million five hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-seven cent (EUR 3,599,999.97)".

Third resolution

The general meeting resolved to accept such subscriptions and payments and to allot the two (2) new class A shares and two (2) new class B shares according to the above mentioned subscriptions.

Fourth resolution

The general meeting resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Aforementioned paragraph will from now on read as follows:

"The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro and ten cent (EUR 12,500.10) represented by six hundred twenty-five thousand five (625,005) class A shares (the "Class A Shares") and six hundred twenty-five thousand five (625,005) class B shares (the "Class B Shares"), altogether referred to as the "shares". Each issued share has a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) and is fully paid up."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind payable by the Company by reason of this deed are estimated at three thousand euro (EUR 3,000.-).

There being no other business, the extraordinary general meeting was adjourned at 3.00 p.m..

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of inconsistencies between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août,

par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absent, lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés de Tarpan LuxCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros et six centimes (EUR 12.500,06), avec siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, (la «Société») constituée par acte notarié en date du 12 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 804 en date du 19 avril 2010 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le

numéro B 151.878. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné du 15 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1464 en date du 20 juin 2013.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Maître Manfred Müller, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Maître Fabien Morelli, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Maître Alexandre Koch, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de quatre centimes d'euros (EUR 0,04) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros et six centimes (EUR 12.500,06) à un montant de douze mille cinq cents euros et dix centimes (EUR 12.500,10).

2 Émission de deux (2) nouvelles parts sociales de catégorie A et deux (2) nouvelles parts sociales de catégorie B, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales de catégorie A et les parts sociales de catégorie B existantes.

3 Acceptation de la souscription (i) d'une (1) nouvelle part sociale de catégorie A et d'une (1) nouvelle part sociale de catégorie B par Tarpan L.P., avec paiement d'une prime d'émission de quatre cent trente-deux mille sept cent dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-huit centimes (EUR 432.719,98) qui sera exclusivement attachée à la part sociale de catégorie B et acceptation de la libération de cette nouvelle part sociale de catégorie A et de cette nouvelle part sociale de catégorie B par un apport en nature, (ii) d'une (1) nouvelle part sociale de catégorie B par Triton Masterluxco 3 S.à r.l., avec paiement d'une prime d'émission de trois millions cent soixante-sept mille deux cent soixante-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 3,167,279.99) qui sera exclusivement attachée à la part sociale de catégorie B, et acceptation de la libération de cette nouvelle part sociale de catégorie B par un apport en nature et (iii) d'une (1) nouvelle part sociale de catégorie A par Triton Fund III F&F L.P., et acceptation de la libération intégrale de cette nouvelle part sociale de catégorie A par un apport en espèce.

4 Modification de l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter les points précédents de l'ordre du jour.

5 Divers.

(ii) Les associés présents, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal.

(iii) Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés.

(iv) L'intégralité du capital social souscrit étant représentée à la présente assemblée générale, et les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) La présente assemblée générale est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, a alors pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de quatre centimes d'euro (EUR 0,04) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros et six centimes (EUR 12.500,06) à un montant de douze mille cinq cents euros et dix centimes (EUR 12.500,10).

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé d'émettre deux (2) nouvelles parts sociales de catégorie A et deux (2) nouvelles parts sociales de catégorie B, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales de catégorie A et les parts sociales de catégorie B existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite ont comparu:

(1) Triton Fund III F&F L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (1^{er} étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1079 agissant par son general partner TFF III Limited, une société régie par les lois de Jersey, ayant son siège social au Charter Place (1^{er} étage) 23/27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 101339 (le «Souscripteur 1»),

représentée par Maître Alexandre Koch, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 20 août 2014.
Ladite procuration sera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Le Souscripteur 1 a déclaré souscrire à une (1) nouvelle part sociale de catégorie A, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01), et libérer intégralement cette part sociale nouvelle par un apport en espèce.

Le montant d'un centime d'euro (EUR 0,01) a dès lors été à la disposition de la Société, la preuve en ayant été rapportée au notaire soussigné.

(2) Tarpan L.P., une société régie par les lois du Jersey, ayant son siège social au Charter Place (1^{er} étage), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 1308, agissant par son general partner Muha GP Limited, une société régie par les lois du Jersey, ayant son siège social au Charter Place (1^{er} étage), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, Channel Islands, JE2 3QL, immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 106442 (le «Souscripteur 2»),

représentée par Maître Alexandre Koch, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 20 août 2014.
Ladite procuration sera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Le Souscripteur 2 a déclaré souscrire à une (1) nouvelle part sociale de catégorie A et à une (1) nouvelle part sociale de catégorie B, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0.01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de quatre cent trente-deux mille sept cent dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-huit centimes (EUR 432.719,98), et libérer intégralement ces parts sociales souscrites par un apport en nature consistant en des créances d'un montant de quatre cent trente-deux mille sept cent vingt euros (EUR 432.720,-) détenue par le Souscripteur 2 contre la Société (l'«Apport 1»).

La preuve par le Souscripteur 2 de la propriété de l'Apport 1 a été rapportée au notaire soussigné.

Le Souscripteur 2 a déclaré encore que l'Apport 1 est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport 1 à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport 1 à la Société.

(3) Triton Masterluxco 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros et vingt-deux centimes (EUR 12.500,22), avec siège social au 26-28, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143926 (le «Souscripteur 3», ensemble avec le Souscripteur 2, les «Souscripteurs»),

représentée par Maître Alexandre Koch, avocat, résidant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 21 août 2014.
Ladite procuration sera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Le Souscripteur 3 a déclaré souscrire une (1) de nouvelle part sociale de catégorie B, d'une valeur nominale de un centime d'euro (EUR 0.01), avec paiement d'une prime d'émission de trois millions cent soixante-sept mille deux cent soixante-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-neuf centimes (EUR 3.167.279,99) qui sera exclusivement attachée aux parts sociales de catégorie B, et libérer intégralement ces parts sociales souscrites par un apport en nature consistant en créances d'un montant de trois millions cent soixante-sept mille deux cent quatre-vingt euros (EUR 3.167.280,-) détenues par le Souscripteur 3 contre la Société (l'«Apport 2», ensemble avec l'Apport 1, les «Apports»).

La preuve par le Souscripteur 3 de la propriété de l'Apport 2 a été rapportée au notaire soussigné.

Le Souscripteur 3 a déclaré que l'Apport 2 est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport 2 à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport 2 à la Société.

Les Souscripteurs ont déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel les Apports en Nature sont décrits et évalués (le «Rapport»).

Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«Sur base de notre méthode d'évaluation, nous n'avons pas d'observation à mentionner sur la valeur des Apports en Nature qui correspondent au moins en nombre et valeur nominale à une (1) nouvelle part sociale de catégorie A et à deux (2) nouvelles parts sociales de catégorie B, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à émettre avec une prime d'émission d'un montant de trois millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-sept centimes (EUR 3.599.999,97).»

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé d'accepter lesdites souscriptions et lesdits paiements et d'émettre les deux (2) nouvelles parts sociales de catégorie A et les deux (2) nouvelles parts sociales de catégorie B conformément aux souscriptions ci-dessus mentionnées.

Quatrième résolution

L'assemblée générale a décidé de modifier l'alinéa 1^{er} de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital souscrit de la Société s'élève à douze mille cinq cents euros et dix centimes (EUR 12.500,10) représenté par six cent vingt-cinq mille cinq (625,005) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A») et six cent vingt-cinq mille cinq (625,005) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), ensemble les «parts sociales». Chaque part sociale a une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) et est entièrement libérée.»

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à trois mille euros (EUR 3.000,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: M. Müller, F. Morelli, A. Koch, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 27 août 2014. REM/2014/1809. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014152410/286.

(140173646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Cubinvest, Société Anonyme.

Siège social: L-2444 Luxembourg, 50, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 53.160.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155788/9.

(140176792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Eurogaume Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8824 Perlé, 5, rue Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 109.549.

Le bilan au 31/12/12 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014155843/9.

(140176362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Euro Silang S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 71.213.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURO SILANG S.A.

Référence de publication: 2014155840/10.

(140177088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2014.
